

Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'Assainissement - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions des articles L.1411-13 et suivants et L.2224-5 et suivants du Code général des collectivités territoriales et compte tenu des compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole en lieu et place de ses communes membres, Monsieur le Maire présente et soumet à l'approbation du Conseil municipal le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement pour l'exercice 2019. Ce rapport lui ayant été transmis par communication de la Métropole en date du 03 novembre 2020. Il a été mis à la disposition des conseillers municipaux selon les dispositions habituelles.

En 2019, le service public de l'assainissement concerne 1507 km de réseaux d'eaux usées, 219 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 578 717 Equivalents-Habitants ; ce qui représente 33,7 millions de m³ traités. Le territoire compte près de 116 739 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert 99,48% de la population de la Métropole.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils se sont élevés en 2019 à 23,8 M€ et portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Le Schéma Directeur d'Assainissement de 2004 arrive à son terme en matière de réalisation. Près de 11,9 kms de réseaux de l'intercepteur Est ont été posés. La mise en service des derniers tronçons réalisés sur la partie en amont de Castelnau-le-Lez a été réalisée en 2019.

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Saint Georges d'Orques ont démarré en fin 2018 après l'attribution au groupement SAUR/TOUJA pour une durée d'un an, la mise en service s'est faite en 2020. Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-lès-Montpellier ont débuté fin 2019, la mise en service est prévue pour 2021.

Concernant la station d'épuration (STEP) MAERA, le suivi analytique du rejet dans le milieu naturel a confirmé l'absence d'impact sur le milieu marin et l'amélioration de la qualité du Lez depuis la suppression de tous les rejets de temps sec dans le cours d'eau.

Afin de garantir le débit minimum réglementaire du Lez au droit de Maera de 650 l/s, le soutien d'étiage par l'eau du canal du Bas-Rhône a nécessité en 2019 pendant les mois de janvier à décembre, la restitution de 12 095 983 m³, pour un montant de 2 403 999 € HT.

L'instruction administrative du dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau s'est poursuivie sur 2019 avec, notamment une enquête publique menée sur l'été. Les études terminées ont conduit à la publication d'un dossier de consultation des entreprises. Sur 2019, des candidats ont été retenus pour remettre une offre. Suite à un problème, la procédure a été déclarée sans suite. Les études ont été reprises en vue d'une nouvelle consultation en 2020.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2019 à 41,7 millions d'euros TTC, dont 31,6 millions d'euros de dépenses d'investissement et 10,1 millions d'euros de dépenses de fonctionnement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1er janvier 2015, sur la totalité des 31 communes membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

L'année 2019 a été marquée par la signature d'un second avenant pour l'ensemble des contrats de délégation. La disposition commune à ces avenants porte sur l'adaptation des modalités de recouvrement et de reversement de la part Collectivité au titre du service d'assainissement collectif des délégataires à la Collectivité. Ainsi les périodes de reversement sont désormais fixées à un rythme trimestriel. Ces avenants n'ont pas eu d'impact financier auprès des usagers et sur le budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient par ailleurs de noter que les services de contrôle des délégations de service public ont mis à jour, en 2020, que les données transmises d'autosurveillance des systèmes d'épuration (stations et réseaux) du secteur Est-Ouest exploitées par la société AQUALTER étaient fausses, et n'étaient pas cohérentes avec les résultats d'analyses laboratoire. La Métropole conteste donc les informations transmises par AQUALTER dans le rapport annuel du délégataire (RAD) relatif à l'année 2019. En conséquence, la Métropole évalue les modalités d'application de pénalités au titre de la falsification de ces données. Ainsi, les données relatives à la conformité des stations d'épuration n'étant pas fiabilisées, n'ont pas été présentées dans le cadre du RPQS.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2019, 9 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 1 043 établissements disposant

aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié.

Le prix de l'assainissement au 1er janvier 2020, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,37 euros HT par m³. Pour mémoire, le prix total moyen, comprenant l'eau, l'assainissement et les différentes taxes, établi sur la base de la facture normalisée de 120 m³ se situe à 3,26 € TTC/m³ sur la Métropole.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 340 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 199 contrôles a été effectué en 2019, dont 82 contrôles diagnostics de l'existant, 42 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 43 vérifications de la conception des travaux et 32 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la mise à disposition du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement pour l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 décembre 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RPQS Assainissement 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-150207-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.